



PRÉFET DU LOIRET

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

Affaire suivie par Sophie MARTIN
Secrétariat de la CDPENAF
Tél : 02.38.52.48.54
mél : sophie.martin@loiret.gouv.fr

Orléans, le **24 DEC. 2020**

Le Préfet du Loiret
à
Monsieur le Président
du conseil régional Centre-Val de Loire
9 rue Saint-Pierre Lentin
45041 ORLEANS

Objet : CDPENAF – Avis de compensation collective agricole
Projet d'aménagement du lycée d'enseignement général, technologique et professionnel de
Châteauneuf sur Loire

En application des articles L.112-1-3 et D.112-1-18 et suivants du code rural et de la pêche maritime, le projet de construction du Lycée d'enseignement général, technologique et professionnel sur la commune de Châteauneuf sur Loire a fait l'objet d'une étude préalable présentant la proposition de compensation collective agricole. Celle-ci a été soumise à l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) par voie de consultation électronique sur la période du 26 novembre 2020 au 7 décembre 2020.

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a émis un avis favorable sur l'étude présentée. Cet avis, ci-joint, est assorti de la prescription suivante :

- la CDPENAF devra être informée régulièrement de l'état d'avancement des mesures de compensation (notamment en cas de modification de leur consistance) et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour ma part, j'observe que le projet a été étudié dans le respect chronologique du processus « Éviter, Réduire, Compenser » prévu par les textes.

Au vu de cette constatation et de l'avis de la CDPENAF, j'émet un avis favorable à l'étude préalable présentée au titre du projet de construction du lycée d'enseignement général, technologique et professionnel sur la commune de Châteauneuf sur Loire.

Je vous remercie de m'informer de la mise en œuvre des mesures de compensation collective retenues.

L'étude préalable présentée et le présent avis seront publiés sur le site internet des services de l'État.

Le Préfet, **Pour le Préfet**
et par délégation
le Secrétaire Général

Thierry DEMARET



PRÉFET DU LOIRET

Avis de la CDPENAF sur l'étude préalable en matière de compensation collective agricole présentée dans le cadre du projet de construction d'un Lycée d'enseignement général, technologique et professionnel sur la commune de Châteauneuf sur Loire

Compte-tenu de la période de confinement en vigueur depuis le 28 octobre 2020, la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du Loiret n'a pas pu se tenir dans son format habituel en présentiel, en vue d'examiner l'étude préalable et de compensation collective agricole pour le projet de construction du Lycée d'enseignement général, technologique et professionnel sur la commune de Châteauneuf sur Loire, présentée par la région Centre-Val de Loire et la chambre d'agriculture du Loiret

Afin de ne pas retarder l'instruction du projet, il a été décidé de réaliser une consultation électronique des membres de la CDPENAF sur ce dossier.

Elle s'est déroulée à compter du jeudi 26 novembre et jusqu'au lundi 7 décembre 2020 à midi inclus. A cette fin, tous les membres ont reçu, par messagerie, les éléments nécessaires à la bonne compréhension du projet, à savoir l'étude préalable en matière de compensation collective agricole, une fiche d'analyse réalisée par la DDT et un bulletin de vote.

Chacun des membres a eu la possibilité d'adresser son vote par voie électronique.

Après examen de l'étude préalable établie dans le cadre du projet de construction du Lycée d'enseignement général, technologique et professionnel situé sur la commune de Châteauneuf sur Loire, il ressort que l'étude préalable présentée par la région Centre-Val de Loire et la chambre d'agriculture du Loiret conformément aux termes du décret du 31 août 2016 comprend :

- une description du projet et la délimitation du territoire concerné (13 communes sur lesquelles sont présentes 160 exploitations avec une moyenne de 109 ha par exploitation),
- une analyse de l'état initial de l'économie agricole (production agricole primaire, première commercialisation et première transformation),
- l'étude des effets négatifs du projet sur l'économie agricole,
- ainsi que les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs du projet sur l'économie agricole.

L'effet négatif du projet sur l'économie agricole correspond à la perte définitive de foncier productif, les autres impacts négatifs étudiés ne sont pas significatifs.

La consommation globale de foncier productif s'établit à 1.10 ha cultivés aujourd'hui.

En matière de gestion de l'eau, les terres ne sont pas irriguées, ni drainées. De plus, aucune canalisation ne traverse les champs. Le projet n'aura pas d'impact sur la gestion de l'eau.

Le projet n'impacte pas la circulation des engins agricoles. Le chemin de la parcelle agricole au sud du projet sera maintenu. La parcelle sera donc toujours accessible et exploitable.

La compensation collective proposée par le maître d'ouvrage aboutit à une estimation de l'investissement à hauteur de 15.402 € nécessaire pour reconstituer le potentiel économique agricole du territoire.

L'enveloppe allouée permet de prendre en compte les trois mesures proposées mais elles ne sont pas cumulatives, si la première mesure venait à ne pas voir le jour, la deuxième mesure serait alors envisagée, le principe est le même pour la troisième mesure.

1) Un abattoir mobile pour l'abattage de volailles fermières et la commercialisation en circuit court de leur productions. Le rendement économique moyen du projet proposé serait de 1€ investi pour 2€ générés soit un montant de compensation de 7.701€. Si le projet n'aboutissait pas, le maître d'ouvrage propose que la somme résiduelle (7.701€ - les sommes déjà engagées dans le projet) soit allouée à un appel à projet permettant d'identifier un nouveau projet qui n'aurait pas été envisagé à ce jour.

2) Un appel à projet auprès des agriculteurs du territoire afin d'identifier un potentiel projet collectif, l'AAP de début d'année 2020 sera utilisé comme base et simplifié.

3) Le PETR Forêt d'Orléans Loire Sologne souhaite développer un projet qui pourrait éventuellement entrer dans le cadre de la compensation, il s'agit d'un guide des circuits courts.


Ainsi, conformément à l'article L.112-1-3 du code rural et de la pêche maritime, les mesures pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet, ainsi que les mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire ont été élaborées selon une méthode qui apparaît cohérente à la commission.

Au vu de ces éléments, la CDPENAF émet un avis favorable sur ce dossier.

Cet avis est assorti de la préconisation suivante :

- La CDPENAF devra être informée régulièrement de l'état d'avancement des mesures de compensation (notamment en cas de modification de leur consistance) et en tout état de cause au moins une fois par an.

**Le Président de séance,
Le directeur départemental des territoires,**



Christophe HUSS